

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Poutine-au-XIeme-Club-Valdai-Un-discours-programme>

Poutine au XIème « Club Valdai » : Un discours programme

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Russie -

Date de mise en ligne : jeudi 30 octobre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le discours prononcé par la Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine [1], à l'occasion de la tenue du XIème « Club Valdai » qui s'est déroulé à Sotchi, est appelé à prendre une place importante dans la définition de la politique étrangère de la Russie. Ce n'est pas la première fois que Vladimir Poutine se livre à pareil exercice. Il l'avait déjà fait en février 2007 à Munich [2]. Quoi que l'on puisse penser de la politique internationale russe, Il faut s'arrêter et chercher à comprendre ce qu'un tel discours signifie. Ce n'est pas tous les jours, en effet, qu'un dirigeant de l'importance de Poutine s'exprime sur le fond de la nature des relations internationales. La comparaison entre le discours prononcé à Sotchi le 24 octobre 2014 et celui de 2007 n'en devient alors que plus importante. Le discours de Munich, venant après la période de tension internationale provoquée par l'intervention américaine en Irak en tirait en quelque sorte un bilan. Ce discours indiquait la conscience au moins diffuse d'une crise dangereuse des représentations des relations internationales par rapport à laquelle il importait de prendre date. Il est très regrettable que ce discours, certes discuté et largement commenté parmi les spécialistes, n'ait pas au plus de retentissement. Il anticipait de manière étonnante les diverses crises que le monde allait traverser dans les années suivantes. Le discours de 2014 survient alors que les relations internationales se sont à nouveau largement dégradées. La crise ukrainienne a mis face à face la Russie, appuyée par une large partie des pays considérés comme « émergents » et les Etats-Unis et leurs alliés. Ce discours est peut-être moins riche sur le plan des principes, mais certainement plus précis quant à la définition des risques et des menaces, constitue lui aussi un moment fort dans les relations internationales.

Un constat pessimiste.

Dans le discours prononcé le 24 octobre 2014, Vladimir Poutine exprime un fort pessimisme quant à l'évolution des relations internationales. Alors que le discours de Munich en 2007 était largement un discours proposant une nouvelle logique à ces relations, il exprime au contraire aujourd'hui le constat que rien n'ayant été changé, la dégradation est inévitable. Reprenons ses expressions ; le premier constat porte sur la nature de la situation internationale : *« Tout d'abord, les changements dans l'ordre mondial - et tout ce que nous voyons aujourd'hui constitue des événements de cette ampleur - ont généralement été accompagnés sinon par une guerre et des conflits à l'échelle mondiale, du moins par des chaînes de conflits locaux intenses. Deuxièmement, la politique mondiale est avant tout une question de leadership économique, de guerre et de paix, avec une dimension humanitaire, incluant les droits de l'homme. »*

On voit que, dans les mots prononcés, et il faut ici rappeler que chez un dirigeant politique les mots sont en quelque sorte des actes, il n'est plus question d'une organisation multipolaire du monde mais bien de ce qu'il appelle le leadership économique, c'est à dire la question en réalité de l'hégémonie. Cette question pose immédiatement le problème de guerre et de paix. La dramatisation des enjeux correspond à la période. Nous avons connu, depuis 2011, la guerre de Libye dont les conséquences se sont faites sentir sur l'ensemble de la bande sahélienne et en particulier au Mali, au Niger et au Nigéria, la guerre de Syrie qui déborde sur une large part du Moyen-Orient et aujourd'hui une guerre larvée, qui ne dit pas son nom mais qui est bien réelle, à l'est de l'Ukraine.

Le constat tiré est empreint d'un profond pessimisme, comme si Poutine, et avec lui une grande part de l'élite politique russe avait cru réellement dans la possibilité pour les puissances internationales de dépasser le conflit et d'en arriver à une époque de coopération, et avait été cruellement déçu par la réalité du comportement de certains pays, et au premier chef des Etats-Unis. On sent bien que l'incompétence mais aussi l'agressivité dont ont fait preuves les dirigeants de Washington, que ce soit sous Georges W. Bush ou son successeur, ont laissé des traces profondes chez les dirigeants russes. Mais, ce pessimisme est aussi le produit du constat de l'alignement de l'Union européenne sur les Etats-Unis et de l'absence de forces de rappel contrebalançant la politique américaine. Ce faisant, il prononce des mots qui sonnent comme un requiem de ce rêve de coopération. Le fait qu'il réduise l'enjeu des événements en cours à la question du leadership économique donne la mesure du pessimisme de son discours.

La question du droit.

Vladimir Poutine renvoie alors son auditoire sur les conséquences de cette situation et déroule un parallèle extrêmement important entre la situation actuelle et celle qui était issue de la seconde guerre mondiale. Ce passage reprend un des thèmes constamment mis en avant par le Président russe depuis 2007, celui du droit international. Il commence à nouveau par un constat : *« Malheureusement, il n'y a aucune garantie et aucune certitude que le système actuel de sécurité mondiale et régionale soit en mesure de nous protéger des bouleversements. Ce système a été sérieusement affaibli, fragmenté et déformé. Les organisations internationales et régionales de coopération politique, économique, et culturelle traversent également des temps difficile. »* Ce constat pouvait d'ailleurs être tiré dès 2003, quand les Etats-Unis sont passés outre la décision du Conseil de Sécurité pour envahir l'Irak. Comparant alors la situation actuelle avec celle qui prévalait en 1945, il énonce la nécessité de se doter d'un système des relations internationales qui permettent une forme de régulation des intérêts des puissances. On revient donc à un monde « Westphalien », c'est à dire régit par des règles mais dont l'origine même est l'existence d'Etats-Nations : *« L'essentiel est que ce système doit se développer, et malgré ses diverses lacunes, il doit au moins être capable de maintenir les problèmes mondiaux actuels dans certaines limites et de réguler l'intensité de la concurrence naturelle entre les nations. Je suis convaincu que nous ne pouvions pas prendre ce mécanisme de freins et contrepoids que nous avons construit au cours des dernières décennies, parfois avec les plus grands efforts et difficultés, et tout simplement le détruire sans rien reconstruire à sa place. Sinon, nous serions laissés sans instruments autres que la force brute »*. On voit alors s'exprimer la peur d'un monde sans règles, ouvert justement à ce que Vladimir appelle la « force brute ».

Cette situation découle bien entendu des conditions de la fin de la Guerre Froide. Au lieu d'aboutir à un cadre stable et reconnu par tous, la fin de la Guerre Froide a donné l'illusion à un pays, les Etats-Unis, qu'il était dans la toute puissance. J'ai décrit, dans un ouvrage publié en 2008, les conséquences de cette illusion [\[3\]](#). J'en tirais aussi le constat de la nécessité impérative de reconstruire un cadre de droit international, constat qui s'appuyait sur un autre : celui qu'une telle reconstruction ne pourrait procéder que des Etats et de la sanctuarisation de ces derniers. Pourtant, c'est tout le contraire qui est survenu. On a continué sur la pente de la destruction des règles et du Droit international, en particulier quand en 2011 les pays occidentaux ont « interprété » de manière unilatérale leur mandat des Nations Unies pour se livrer à une véritable guerre d'agression contre la Libye. Vladimir Poutine, poursuit alors : *« Pardonnez l'analogie, mais c'est la façon dont les nouveaux riches se comportent quand ils se retrouvent tout à coup avec une grande fortune, dans ce cas sous la forme d'un leadership et d'une domination mondiale. Au lieu de gérer leur patrimoine intelligemment, pour leur propre bénéfice aussi bien sûr, je pense qu'ils ont commis beaucoup de folies. Nous sommes entrés dans une période de différentes interprétations et de silences délibérés dans la politique mondiale. Le droit international a maintes fois été forcé de battre en retraite, encore et encore, par l'assaut impitoyable du nihilisme légal. L'objectivité et la justice ont été sacrifiées sur l'autel de l'opportunisme politique. Des interprétations arbitraires et des évaluations biaisées ont remplacé les normes juridiques »*.

Mais, et cela le Président russe le sait bien, la reconstruction d'un cadre de droit international est une oeuvre de longue haleine, qui impliquera des conflits importants, et dont certains seront nécessairement des conflits militaires. Si, dans le cadre du droit « Westphalien » la souveraineté des Etats doit être impérativement respectée, une addition importante fut faite en 1945, dans la Charte des Nations Unies, concernant la liberté des peuples à décider pour eux-mêmes, et donc sur les processus référendaires décidant de l'auto-détermination. Dans ce discours, il est clair que c'est aussi à ce principe que se réfère Vladimir Poutine, en raison de sa mise en oeuvre sur la Crimée et dans l'est de l'Ukraine.

Mettre la Russie en mesure de faire face à cette nouvelle situation internationale.

On n'a pas assez remarqué que de cette analyse de la situation internationale découlait alors un programme pour la Russie elle-même.

La puissance US a donc été directement perçue à partir de 2003-2004 comme une menace directe quant à la sécurité de la Russie, mais aussi à celle de ses alliés stratégiques. Cette perception s'est brutalement amplifiée à partir de 2011, mais elle s'est aussi transformée. Si, jusque là, les dirigeants russes maintenaient l'espoir d'une coopération équilibrée, à laquelle les pays auraient pu finir par arriver, il semble aujourd'hui qu'ils tirent le constat d'une action américaine visant ce qu'ils appellent le « *leadership mondial* ». Vladimir Poutine a ainsi été conduit à aller sans doute plus loin qu'il ne l'avait imaginé en 2000-2001 et même en 2007. Mais, son action, même si elle fut autant réactive qu'active a contribué à l'échec du projet américain et à redistribuer les cartes. De ce point de vue, le retour de la Russie a été un événement marquant. La Russie a quelques arguments à faire valoir pour la constitution d'un grand « front » des pays refusant l'hégémonie américaine.

La vision politique de l'environnement international de Vladimir Poutine et de ses conseillers est aujourd'hui nettement plus pessimiste que celle qu'ils pouvaient formuler quand ils sont arrivés au pouvoir en 2000 et cela aura des retombées en Russie même, quant à l'organisation du « modèle » de capitalisme qui est appelé à se développer dans les prochaines années. Ce pessimisme incite donc le pouvoir russe à souhaiter une réhabilitation rapide des capacités technologiques et industrielles du secteur des industries à fort contenu technologique et de l'armement. La politique économique devient alors pour une part déterminée par l'analyse de la situation internationale. Ceci justifie un renforcement de la démarche interventionniste en économie à travers la constitution de grandes sociétés publiques dans le secteur de l'énergie (Gazprom, Rosneft, Transneft), mais aussi de groupes à capitaux publics dans l'aviation, la construction navale et les métaux non-ferreux. Le retour à des formes souples de protectionnisme est inévitable. La question d'un possible régime de contrôle des capitaux, en dépit des déclarations du gouvernement et de la Banque Centrale, est posé. On imagine mal que la Russie puisse être dans une confrontation de longue haleine avec les Etats-Unis et rester ouverte à la totalité des flux financiers, en particulier ceux à court et très court terme. La coopération internationale est une nécessité, perçue comme telle. Elle se situe au carrefour entre les alliances géopolitiques et les complémentarités technologiques et industrielles. Si la Russie souhaite la constitution de contrepoids à l'influence américaine qu'elle analyse désormais comme hostile, l'impact de ces contrepoids n'est pas la même suivant les pays considérés.

Il est donc clair que les événements de ces derniers mois vont provoquer un changement radical du modèle de développement que la Russie avait adopté dans les années 200 à 2004, modèle qui faisait malgré tout la part belle à la coopération internationale et aux échanges internationaux. Assurément, la Russie ne va pas se fermer hermétiquement. Ce ne fut d'ailleurs jamais le cas dans son histoire, même lors de la période stalinienne de l'URSS. Mais, cela va impliquer des réajustements importants dans la nature de ses relations économiques avec ses partenaires occidentaux, comme on a déjà eu l'occasion de l'évoquer dans ce carnet, mais aussi des réajustements importants dans le domaine de la politique économique intérieure.

Jacques Sapir pour [RussEurope](#)

[RussEurope](#). Paris, 29 octobre 2014.

Post-scriptum :

***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « [La Démondialisation](https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcodeladiao-21&l=ur2&o=8) » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Le texte original (en russe) peut être consulté à l'adresse suivante : <http://kremlin.ru/news/46860>. Pour la traduction française : <http://www.sayed7asan.blogspot.fr>

[2] Voir la déclaration du président Russe lors de la conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Munich le 10 février 2007 et dont le texte a été traduit dans *La Lettre Sentinel*, n°43, mars 2007.

[3] Spir J., « *Le Nouveau XXIè Siècle* », le Seuil, Paris, 2008.